

# COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT CAD-CCPPOD-CPDC

Au lendemain de la rencontre du Président de la République avec les acteurs politiques, des informations sont distillées, relatives à leurs positions à propos de leur participation au Forum du gouvernement en vue de la mise en œuvre des promesses électorales du candidat Idriss DEBY-ITNO.

Afin de mettre un terme à ces informations qui relèvent de l'intox et de la manipulation, les trois coalitions – la Convention pour le Changement et l'Alternance Démocratique (CAD), le Cadre de Concertation des Partis Politiques de l'Opposition Démocratique (CCPPOD) et la Coordination des Partis politiques pour la Défense de la Constitution (CPDC) -, tiennent à apporter les clarifications suivantes :

- 1- La réforme de l'organisation territoriale du pays n'est pas une urgence pour la population tchadienne qui fait face à une dégradation sans précédent de ses conditions de vie déjà précaires, du fait de la dilapidation systématique des ressources nationales et de la mauvaise gouvernance. Du reste, la décision de la Conférence Nationale Souveraine de mettre en place une « forte décentralisation » a été dévoyée. Le gouvernement a plutôt organisé une inflation anarchique d'unités administratives, sur fond de clientélisme politique. Il serait simpliste de vouloir résoudre les problèmes actuels du Tchad à des réformes institutionnelles bancales.
- 2- Les questions relatives à la réhabilitation des systèmes judiciaire, éducatif et de l'armée ont fait l'objet d'Etats généraux dont les conclusions et recommandations n'ont jamais fait partie des préoccupations du gouvernement. Aujourd'hui, ces corps sont totalement déstructurés au point qu'ils ne remplissent pas leurs missions.
- 3- D'une élection à l'autre, les dysfonctionnements et fraudes ont atteint des niveaux de plus en plus ahurissants, entraînant la désaffection des populations et laissant perplexes nos partenaires internationaux. Ceci nécessite une réforme du système électoral.

Les organes de pilotage, ainsi que le processus mis en place pour ce « Forum » montrent à suffisance que l'objectif est d'embobiner la classe politique et les forces sociales qu'elles avalisent des décisions déjà prises et qui seront non seulement sans effets sur la vie des populations, mais qui vont aggraver la pagaille dans l'administration territoriale et les contestations populaires.

Aussi, les signataires du présent communiqué de presse réitèrent-ils leur refus de participer à ce Forum. Ce forum est destiné à mettre en œuvre les promesses électorales du Président de la République. Il est de la responsabilité du MPS et de ceux qui soutiennent l'action gouvernementale et ne saurait donc engager l'opposition démocratique.

Les signataires réaffirment leur disponibilité à poursuivre les discussions en vue d'asseoir un véritable dialogue majorité-opposition-société civile en vue d'apporter des solutions consensuelles aux problèmes de gouvernance et à ceux relatifs à l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques.

Fait à N'Djamena, le 20 septembre 2017

Pour la CAD  
Le Porte-parole adjoint

Mahamat BICHARA

Pour le CCPPOD  
Le Porte-parole adjoint

Badono DAÏGOU

Pour la CPDC  
Le Rapporteur

Salibou GARBA